

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BOP/S/6

2 février 1998

(98-0355)

Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements

REPRISE DE LA CONSULTATION AVEC LE NIGERIA AU TITRE DE L'ARTICLE XVIII:12 b) DU GATT DE 1994 ET DU MEMORANDUM D'ACCORD CONNEXE

Document d'information établi par le Secrétariat

1. Le présent document d'information a été établi en vue de la reprise de la consultation avec le Nigéria les 11 et 12 février 1998.

Nigéria: budget pour 1998

2. Le budget fédéral du Nigéria a été présenté en janvier 1998 comme étant un "budget de transition". Les estimations économiques de base pour 1997, telles qu'elles ont été présentées par le gouvernement, laissent entrevoir une croissance de 3,8 pour cent du PIB réel (en hausse par rapport aux 3,3 pour cent enregistrés en 1996), une inflation de 8,5 pour cent (en baisse par rapport au taux de 29 pour cent observé en 1996), un déficit du budget fédéral s'élevant à 5 milliards de naira (environ 67 millions de dollars EU au taux de change en vigueur à la fin de 1997) et des réserves internationales d'un montant de 7,7 milliards de dollars EU (14 mois d'importations aux prix de 1996), en hausse par rapport aux 4,1 milliards de dollars EU enregistrés en 1996. Les estimations officielles faisaient également état d'une augmentation tant des recettes pétrolières, par suite de la hausse des prix du pétrole, que des recettes non pétrolières. Les autorités notent que la collecte de recettes douanières, en particulier, s'est régulièrement améliorée, les recettes passant de 39 milliards de naira en 1995 à 55 milliards en 1996 et à 63 milliards (l'objectif visé étant de 65 milliards) en 1997.

3. Parmi les objectifs économiques annuels du Plan national continu du Nigéria pour 1998-2000 figurent, notamment, une croissance du PIB de 6,2 pour cent et une inflation de 3,6 pour cent en l'an 2000, la réalisation de ces objectifs devant être facilitée par la discipline budgétaire et une "politique monétaire restrictive". Pour 1998, le gouvernement a pour objectifs déclarés la stabilité des prix et du taux de change, la création d'emplois et une croissance durable. Les éléments-clés de ce programme sont, notamment, une "privatisation guidée" devant s'effectuer par étapes, une libéralisation économique qui permette au secteur privé de concurrencer le secteur public "dans tous les domaines de l'économie", une politique fiscale stimulante, des incitations pour les petites industries et pour l'investissement dans le secteur du gaz, et des subventions aux Etats destinées à encourager la production agricole et alimentaire.

4. En ce qui concerne les mesures liées au commerce, le gouvernement déclare que ce qui suit a été ou sera fait:

- En 1998, des mesures seront prises pour permettre le dédouanement des marchandises dans les 48 heures. Ces mesures comprennent, entre autres, l'informatisation du service des douanes du Nigéria à compter du 1er janvier 1998 et l'utilisation de la base de données SYDONIA pour contrôler l'évaluation des importations, un service 24 heures sur 24 dans tous les ports, et la mise en place en 1998 et 1999 de nouveaux appareils

./.

de détection par balayage aux rayons X permettant d'éviter la vérification physique de toutes les importations.

- L'inspection avant expédition sera progressivement supprimée: à partir du 1er janvier 1998, elle ne sera plus exigée en Australie, au Bangladesh, en Chine, à Chypre, en Grande-Bretagne, en Indonésie, en Irlande, au Japon, en Malaisie, en Nouvelle-Zélande, au Pakistan, aux Philippines, à Singapour, en Thaïlande, à Hong Kong, Chine et dans tous les pays d'Afrique. Les dates prévues pour la suppression de l'inspection avant expédition exigée dans d'autres pays seront annoncées au cours de 1998.
- La ristourne des droits d'importation de 25 pour cent sera maintenue pour toutes les marchandises, à l'exception de celles retirées de la liste des importations prohibées en 1997 et 1998 et de divers produits considérés comme étant des produits "de luxe" (préparations cosmétiques; produits de la confiserie; boissons; vin et autres boissons alcooliques; biscuits; sucreries; corn flakes; parfums; produits pour les soins des cheveux; réfrigérateurs, téléviseurs et magnétoscopes d'occasion; et téléviseurs, magnétoscopes et lecteurs de disques compacts neufs).
- Les droits ont été relevés pour un certain nombre de produits (fil, fibres discontinues, textiles et vêtements; cassettes audio et vidéo; brouettes; allumettes; et colorants). Ils ont été abaissés pour les engrais, les fils de jute, les enveloppes en verre et les stylos à bille.
- Au 1er janvier 1998, quatre groupes de produits ont été retirés de la liste des importations prohibées, soit à la date prévue, soit en avance, à savoir: volailles vivantes, réfrigérées ou congelées et oeufs (le retrait pour les volailles était prévu pour l'an 2000); bières (1999); eaux minérales (2003); orge et malt (1998) (WT/BOP/N/32). En remplacement des prohibitions levées, les droits ont été portés à 20 pour cent pour l'orge et le malt, à 100 pour cent pour les eaux minérales et les bières, et à 150 pour cent pour les volailles et les oeufs.
- Six groupes de produits restent soumis à des prohibitions appliquées pour des raisons de balance des paiements qui ont été notifiées, à savoir: bentonites (dont le retrait était initialement prévu pour 1998); articles en matières plastiques (2000); huiles végétales (2002); maïs, barytines; et kaolin (2005). (Le Nigéria n'a pas encore notifié au Comité des sauvegardes les produits mentionnés dans le document WT/BOP/R/35 comme étant prohibés pour des raisons de sauvegarde, à savoir le sorgho, le millet, la farine de froment et le gypse.)
- Les importations de véhicules et de motocycles d'occasion sont également autorisées moyennant le paiement des droits applicables (jusqu'à 50 pour cent). Il était auparavant interdit d'importer ces marchandises, comme c'est encore le cas des pneus usagés et rechapés, des appareils de jeu et des spirales antimoustiques.

Le principal élément ne figurant pas dans le budget, qui aurait un effet significatif sur la structure des comptes publics, sur les relations de concurrence entre les entités des secteurs privé et public et sur le commerce, est l'unification des taux de change (actuellement 22 naira pour 1 dollar EU au taux officiel et 75 naira pour 1 dollar EU au taux du marché).